

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
3 avril 2008
N° 2023
1,22 €

Elus corses en débat

MAIRIES

Le poids abertzale

HOTEL
DE
VILLE

HERRIKO
ETCHEA

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Organiser nos élus

DANS une démocratie représentative, on mesure essentiellement le poids d'une organisation politique au nombre et à l'influence de ses élus. La poussée abertzale aux dernières élections a élargi sa présence sur quasiment l'ensemble des conseils municipaux d'Iparralde. Environ deux cents élus ressortent aujourd'hui de cette mouvance politique essentiellement d'Abertzaleen Batasuna (1). Placé ainsi au centre de cette dynamique il est de la responsabilité d'AB de transformer cette représentation éclatée dans nos communes en une structure homogène développant une vision spécifique à l'ensemble de nos trois provinces. Il n'est nullement question de reproduire un modèle jacobin. Aucune réflexion centralisée ne parviendra à mieux cerner la gestion propre à chacune de nos villes, et villages, que les élus locaux. L'abertzalisme est par essence la réponse la mieux adaptée à l'identité du peuple basque dans sa diversité. Notre antique démocratie est pétrie de cette organisation plurielle de la société basque qui a su conserver jusqu'à nous cette richesse. Restons-y fidèles. Mais force est aussi de reconnaître les faiblesses de cette réalité éclatée qu'ont su exploiter les impérialismes de Paris et Madrid pour nous diviser et nous assimiler.

L'enjeu du jour est plus modeste mais cependant essentiel à la valorisation de la poussée électorale abertzale du mois dernier. Pour compter dans le panorama politique d'Iparralde les abertzale doivent y parler, si possible, d'une seule voix. Tout comme dans nos rapports avec l'administration centrale et le pouvoir parisien. N'ayant, par nature, pas accès à l'élection présidentielle qui personnalise le pouvoir dans l'Etat français, c'est par l'organisation et la représentativité de nos élus locaux que nous prendrons part au débat public. On voit, par exemple, à quel point il est difficile à François Bayrou, qui a pourtant réalisé 18% au 1^{er} tour de l'élection présidentielle d'il y a un an, de peser sur le rapport de force politique dépourvu qu'il est de représenta-

tion parlementaire et municipale. Notre situation n'est certes pas comparable car nous ne nous projetons pas dans la prise de pouvoir de l'hexagone. Dans l'espace plus restreint qui est le nôtre s'applique pour autant la même loi du genre. Ne pas capitaliser, ou mal capitaliser la représentativité de nos deux cents élus locaux laisserait nos adversaires totalement maîtres du jeu. D'autant que cette représentativité s'adosserait à la force populaire d'une société civile que nous avons mise en marche vers nos objectifs par nos syndicats, nos associations socio-culturelles, nos écoles, nos médias, nos entreprises... Notre voix, aujourd'hui, n'est plus simplement contestataire: elle est partie prenante de la gestion de ce pays dans ses collectivités territoriales et nombre de ses institutions sociales et économiques.

Forger l'outil collectif de nos élus locaux, au-delà de l'effet porte-voix, revient aussi à compenser l'institution propre qui fait défaut à Iparralde. Même si la finalité de tout abertzale est la réunification de nos sept provinces il nous faudra, longtemps encore, formuler des projets spécifiques à nos trois provinces. Là encore, Abertzaleen Batasuna, indépendant de toute filiation avec Hegoalde, est à même de promouvoir une action en adéquation avec notre situation d'enfermement dans l'Etat français. Les Basques ne s'adressent pas à Paris comme à Madrid. La vie quotidienne des habitants d'Iparralde vogue au gré des conflits sociaux, des législations, des systèmes de santé ou d'éducation... de l'ensemble de l'hexagone. Notre abertzalisme est précisément une alternative à cet état de fait. Personne mieux que nous ne saurait en déterminer le contenu et les formes. Les élus abertzale d'Iparralde, avec leurs organisations politiques, ont là un défi à relever. Le pari de l'acte fondateur d'Itxassou laisse aujourd'hui moins de place au hasard.

(1) Le PNV revendique neuf conseillers municipaux dans son mensuel LEMA, n°122 d'avril 2008.

Tibetarren askatasun egarria, Euskaldunen heinean ezarria

MUNDUAN zehar, gaurko egunean, zenbat eta zenbat populu diktadoreen aztaparretatik aterra nahian daudenak! Etsenplu bat baizik ez emaitako, Kosovotarren ametsa, beren gain jartzea, asko erresumetan, Frantzia barne, Europaren birtartez onartua izan da, salbu Zerbian, Errusian, Espainian eta Txinan, nunbaitik ere, politika mailan arazo larriak dauden erresumetan, erran nahi baita egiazko demokrazia-rik ez dagoen tokietan.

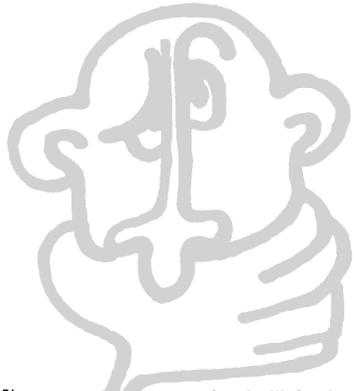
Mundializazioak baditu alderdi onak ere: berriak, munduko buru batetik bestera, in nomine santian, ximixtaren gisa, jakiten baititugu. Adibidez, erdi-aroan, torturak herriko plazan, herritarren bixtan, egiten zituzten. Orain aldiz, poliza-etxeetan, nehork ez ikusteko ez eta jakiteko gisan. Bixtan da, erdi-aroan ere, presuna estekatu baten torturatzea basakeria hutsa zela. Aldiz poliza-etxeetan egiten den torturaz bestalde, torturak badauka hobea berezi bat, inolaz ere jasan ezin daitekeena: faltsoakeria.

Soldado rusok Txetxenian egin dituzten basakeriez ez dute putzik salatzen. Soldado frantsesek ere Aljerian egin dutenaz ez dira urgulutan sartzen. Guztiz gehienek nahiago dute ixilik egon. Bainan zer erran poliza-etxeetako torturat-

zaileetat? Alde batetik, beren frogak egiten ari diren denboran, armadak ederki pagatzen ditu. Eta bertzetik, zenbait urteren buruan, goresmen bizienak eta medailak emaiten dizkie, nun ez dituzten gradoz gorago ezartzen eta, bixtan da, arabera pagatzen; diruak traba asko leunzen ditu, alabainan.

Horiek hola goazen Tibetarretara. Zinez kementsuak dira. Txinatarrek Olinpiaden egiteko eskubidea erosi aintzin (ez dut hitz hoberik hatzamaite merkatu horren deitzeko), jadanik aspaldidanik oldartzen hasiak ziren. Komunikabideek ez dituzte berri guziak emaiten. Tibetarrek egin duten azken balentria kementsua: Greziako lurretan, olinpiaden sor tokian, ixtant labor labor batez ikusi egin dugu telebixtak erakutsi digun oihalezko pankarta, Tibet izenarekin, Txinaren kontrako protesta garbia.

Euskal Herrian, aitortu behar dugu, politika mailan ez dugula inoiz ukan Dalai Lama bezalako lider bat, bake Nobel sariaz edertua. Beste edozein alorretan ez dugu, euskaldunek, txapeldun eskasik. Dalai Lama-k Tibetarren iritzi ezberdinak federatuko dituela diote. Again bai! Datorren udazkenean, Juan Jose Ibarretxe-k galdeketa egiteko kementa ukanen ote du? Again bai!



... que dans un accès de libération inattendu, Raoul Castro autorise les Cubains à posséder des téléphones portables et à fréquenter les hôtels jusque-là réservés aux étrangers. Vu le niveau de vie à Cuba, la plupart des citoyens devront sans doute choisir entre une nuit dans un trois étoiles et manger pendant trois mois.

... que le très grand démocrate président du Zimbabwe s'apprête à se déclarer, pour la 5^{ème} fois, vainqueur de l'élection présidentielle, malgré une défaite singlante dans les urnes. Pour Mugabe, les mandats doivent être muga gabe.

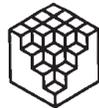
... pas tant que ça, que la mobilisation pour la fermeture du champ de tirs des Bardenas, dont le bail de location consenti par les 22 municipalités propriétaires expire en 2008, s'intensifie. Le ministère des armées espagnoles ne l'entendant pas de cette oreille, ça risque de barder dans les Bardenas.

... qu'à une interpellation de son prédécesseur à la mairie de Montreuil, le communiste J-P. Brard lui reprochant d'avoir été élue avec les voix de droite, Dominique Voynet répond: «Je t'emmerde!». Normal pour une écolo de répondre vertement!

... qu'il ait fallu une intervention de Sarko menaçant de quitter le Stade de France pour que la banderole insultant les Ch'tis soit retirée lors de la finale de foot. Que faisaient donc les bonnes âmes qui s'empressent à présent de poursuivre les malfaisants?

... pas tant que ça que la Garde des Sceaux, Rachida Dati, dépasse de 30% les dépenses de représentation de son ministère en 2007. En trois mois, Rachida à déjà mangé la moitié de son enveloppe 2008. Faim de petits fours et soif d'ambition, Rachida ne manque pas d'appétit!

... de la moyenne d'âge des adjoints d'Espilondo à la mairie d'Anglet. Depuis le temps qu'ils attendaient, on comprend! Le rajeunissement du personnel politique de la deuxième ville d'Iparalde peut bien attendre une mandature.



Ian Paisley, victime d'Ikea ?

DE Jeddah à Barakaldo, les autorités locales semblent vivre l'implantation d'un magasin Ikea sur leur territoire comme un événement politique majeur. En tout cas, ce n'est pas le nouveau gouvernement nord irlandais qui aura dérogé à cette règle... Pour l'inauguration du nouveau magasin Ikea à Belfast, en décembre dernier, l'unionniste Ian Paisley et le républicain Martin McGuinness (respectivement Premier et vice-Premier ministres) firent en effet le déplacement et posè-



rent pour la postérité sur un canapé rouge vif de la marque suédoise. Les photos prises à cette occasion remportèrent un vif succès. Comment imaginer en effet meilleur symbole de paix qu'un cliché où l'on peut voir l'intransigent pasteur unionniste plaisanter avec celui que tous les medias britanniques désignent comme un ancien chef de l'IRA?



Démission de Ian Paisley

L'actualité récente regorge d'exemples similaires qui suggèrent que le «problème» nord irlandais est désormais surmonté. L'un des plus proches collaborateurs de Tony Blair, M. Jonathan Powell, a ainsi publié un livre dévoilant les coulisses d'une décennie de négociations, de l'arrivée de Blair au pouvoir en 1997 aux accords de St Andrews en octobre 2006. D'après les extraits que j'ai pu en lire, cet ouvrage est extrêmement instructif (et devrait être offert d'urgence à MM Zapatero et Rajoy), mais il a le tort de donner l'impression que l'histoire des «troubles» est close. La démission de Ian Paisley de son poste de Premier ministre après seulement un an d'exercice vient pourtant rappeler que la route de la normalisation politique en Ulster est

David Lannes

encore chaotique. Chaotique et incertaine, puisque le vieux pasteur a également abandonné la direction du DUP (Democratic Unionist Party) qu'il avait fondé en 1970, et qui est aujourd'hui le premier parti d'Irlande du Nord.

Selon Jim Allister, dissident du DUP depuis les accords de St Andrews et fondateur du TUV (Traditional Unionist Voice), M. Paisley «a sauté avant d'être éjecté». Malgré les dénégations du principal intéressé, ce scénario semble très probable. En février dernier, Ian Paisley Jr, fils de son père, a eu le discutabile honneur d'être le premier ministre démissionnaire des nouvelles institutions autonomes de Stormont à cause de ses liens troubles avec un homme d'affaire local. Du temps de la toute puissance de son père, Ian Paisley Jr n'aurait jamais été contraint à la démission et cet épisode a donc révélé la vulnérabilité sans précédent du vieux leader du DUP dont une partie des troupes a du mal à accepter les accords de St Andrews et le partage du pouvoir avec le Sinn Fein.

Défaite des Unionistes aux élections partielles

Ian Paisley a bâti sa carrière politique en détruisant celle de tous les dirigeants unionistes, de Terence O'Neil à David Trimble, immanquablement accusés de brader les intérêts des Protestants. Ironie du sort, Ian Paisley est aujourd'hui la cible de ces mêmes accusations... Et si la photo d'Ikea (qui n'est d'ailleurs pas la seule du genre) est un symbole merveilleux pour tous ceux qui veulent oublier les années noires, elle est aussi une arme redoutable pour les adversaires de la «ligne pragmatique» au sein du DUP. Ces

derniers affublent d'ailleurs McGuinness et Paisley du sobriquet de «Chuckle Brothers», en référence à un duo de comiques anglais... Si le mécontentement des Unionistes est encore sous contrôle, il ne faut pas non plus en sous-estimer l'ampleur. En février, la présence du TUV a coûté la victoire au DUP dans des élections partielles qui se tenaient dans l'un de ses fiefs; tout un symbole puisqu'il s'agissait là du premier test électoral pour le parti de Paisley depuis l'entrée en vigueur des Accords de St Andrews.

Au vu de ces développements récents, on peut sans risque pronostiquer que l'implémentation de chacun des volets des Accords de St Andrews donnera lieu à des joutes homériques entre Unionistes et Républicains. En particulier, le transfert des compétences de Justice et de Police sera à coup sûr un gros point d'achoppement... Les Unionistes ne cachent d'ailleurs pas leurs réticences: pour Nigel Dodds, un des dirigeants du DUP, «il sera difficile de faire croire que ces gens [le Sinn Fein] sont aptes à avoir le moindre contrôle sur la Justice et la Police». Il serait donc fort étonnant qu'un accord sur ce point puisse être trouvé dans les délais prévus (en mai) puisque le DUP ne voudra probablement pas donner du grain à moudre à ses opposants avant les élections européennes de l'an prochain. A moins peut-être d'avoir obtenu une nouvelle «victoire» symbolique comme le démantèlement du conseil militaire de l'IRA par exemple... Si la situation politique en Irlande n'incite clairement pas au pessimisme (surtout lorsqu'on la regarde d'ici), l'optimisme triomphant qui émane de la photo d'Ikea relève donc un peu de la publicité mensongère. Et ce n'est pas Paisley qui dira le contraire!

Une ikastola à Bidart ?

UNE nouvelle association vient de voir le jour sur Bidart: Uhabia ikastola.

Profondément attachés à l'enseignement bilingue par immersion nous avons décidé d'impulser la création d'une ikastola intercommunale sur Bidart. Le secteur Bidart, Guéthary, Ahetze, Arbonne ne bénéficie pas de cette offre d'enseignement.

Les ikastola ont largement fait leurs preuves. La qualité de l'enseignement est publiquement reconnue, le cursus jusqu'au baccalauréat complet. Les familles non bascophones sont de plus en

plus nombreuses à faire ce choix et leurs enfants y suivent avec succès leur scolarité.

Alors nous faisons le pari que nos quatre communes, leurs habitants comme leurs élus, relèveront le défi avec nous.

Si vous êtes intéressés, vous pouvez:

- nous contacter au 06 89 32 55 02.

- consulter notre site: www.uhabiaikastola.com

- nous écrire à: Uhabia ikastola, «Irigoien», 1415 avenue de Biarritz, 64210 Bidart.

Corse : débat au lendemain

«Nous voulons transformer la réalité»

RCFM (Service public France Bleu Corse) consacrait mardi dernier son débat sur la progression du «nationalisme dit modéré». Jean Félix Acquaviva tout nouveau maire de Lozzi et Jean-Christophe Angelini, qui a fait trembler la citadelle UMP portovecchiese, étaient les invités de cette émission. Nous publions des extraits du débat.

L'ÉTIQUETTE nationaliste n'a plus la même connotation auprès de l'électorat, notamment celles qui étaient véhiculées par la violence?

P. J. Caitucoli: Il y a des termes connotés, des évolutions ont été faites bien entendu, mais on reste souvent sur des termes figés, et les institutions aussi souvent sont figées alors que le développement avance, et que les réalités économiques, sociales et culturelles ne sont plus les mêmes. Le Crepac a été créé en 1975 pour faire la promotion des produits agricoles. Dans les années 2000, nous lui avons donné un rôle qui était de travailler sur les territoires. Ce n'était pas sa vocation, mais nous avons quand même fait du travail avec cet outil et aujourd'hui il est en pleine mutation, puisqu'il aura une évolution institutionnelle. Alors on peut faire peut-être un petit parallèle. Quelqu'un m'a dit au bureau centralisateur «c'est historique...» Quand on vous dit ça dans le lieu de la résistance où les Mondoloni, les Giusti et compagnie ont mené des combats, il faut ramener les choses à leur juste valeur. C'est une victoire de proximité, une victoire sur un projet, et ce projet de la création de la «Federazione di u riacquistu» va continuer à porter ses fruits.

Travail sur le terrain social, associatif, économique, syndicaliste, écologiste ou encore culturel, Jean Félix Acquaviva, maire de Lozzi depuis dimanche, et qui travaille depuis des années au sein de l'Office du tourisme de Corti, c'est un sentiment que vous partagez?

J-F. Acquaviva: Bien sûr que ces victoires au niveau local sont des victoires ascendantes. Ce sont des constructions qui se font d'abord sur le terrain, qui tissent des transversalités avec d'autres acteurs. Nous sommes le fruit d'un travail collectif, d'une équipe de plusieurs sensibilités qui ont fait une convergence forte autour d'un projet, d'une idée de revitalisation, de combattre la dégénérescence totale en milieu rural au niveau de Lozzi. On voit bien que les idées portées par le nationalisme peuvent très bien avoir un écho auprès d'autres sensibilités au niveau local si elles se mettent en convergence sous un angle pragmatique. C'est ce qui s'est passé à l'occa-



Jean-Felix Acquaviva

sion de ces élections municipales. Si une force politique commence à comprendre qu'il faut faire valoir de manière ascendante des idées et un projet, une vision pour la Corse et les Corses, je crois qu'elle sera effectivement gagnante dans les années à venir.

Jean-Christophe Angelini, quelle est cette vision de la Corse par rapport à ce nationalisme émergent?

J-C. Angelini: C'est celle que nous exprimons depuis longtemps. Ces élections n'ont pas forcément fait apparaître un phénomène, elles l'ont révélé dans des proportions et dans des modalités qui jusqu'à présent n'ont pas eu de précédent. Nous avons réalisé localement avec Gilles, Jean Félix, Paul Jo et puis des centaines d'autres, des résultats qui à l'échelle de la Corse ont renvoyé un signal très fort de renouvellement qui va bien au-delà des frontières du nationalisme... Un message également de projet, parce qu'on ne peut pas continuer à penser qu'on va bâtir la Corse en vertu d'étiquettes partisans, quelles qu'elles soient, y compris les nôtres. On bâtira la Corse à partir d'un projet transversal, audacieux, pragmatique. Cela renvoie également un message d'ouverture... Nous l'avons tous fait localement, indépendamment des liens d'amitiés que vous connaissez, et des liens politiques qui sont forts et pour cause, il y a aussi ce dénominateur commun qui consiste à ouvrir les choses très largement à des forces qui nous rejoindront beaucoup plus formellement demain. Aujourd'hui incontestablement il y a une voie nouvelle qui est tracée et qui donnent aux Corses un espoir nouveau. Il nous revient avec beaucoup d'autres, parce

qu'il faut faire preuve de modestie et d'humilité, de savoir transformer l'essai et, dès 2010, pour donner une échéance, d'aller plus loin et de donner à la Corse les voies d'une évolution beaucoup plus forte.

Gilles Simeoni, tracer la voie, parler de l'avenir, vous ne cachez pas votre volonté de créer un nouveau mouvement?

G. Simeoni: En tout cas de réfléchir aux voies et moyens de donner à cette démarche toute sa dimension. Il y a trois notions importantes, la satisfaction d'abord parce que c'est une victoire politique, globale, mais au-delà de la politique, c'est aussi quelque chose au plan humain de très fort, et en Corse, c'est important. La deuxième notion, c'est celle de l'humilité, Paul Jo l'a très bien exprimé même si sa victoire est historique, il faut relativiser, nous savons les uns et les autres qu'il y a beaucoup de travail. La troisième cho-



Gilles Simeoni

se c'est que nous avons une claire conscience des responsabilités qui sont les nôtres. Ce sont des victoires collectives, collégiales, on ne peut pas les résumer à des étiquettes, des mouvements ou des partis. Certains disent que c'est trop nationaliste, d'autres que ça ne l'est plus du tout ou pas assez. On ne va pas passer des mois et des années à réfléchir sur ce que l'on est. Nous savons ce que nous sommes, nous savons où nous voulons aller, nous sommes clairs dans notre démarche, nous avons aussi la volonté d'associer très largement d'autres forces politiques autour d'une logique de projet... autour de valeurs, la démocratie notamment, la transparence,

l'éthique. Les notions de langue, de culture, de développement économique, de formation de la jeunesse, de maîtrise du tourisme, qui étaient hier avancées ou défendues par les seuls nationalistes, font aujourd'hui consensus. Il y a un consensus autour de l'identification des problèmes et il y a aussi très souvent consensus autour des solutions à apporter...

La Corse connaît depuis trop longtemps une situation de violence. Nous sommes clairs sur le problème de la violence politique, nous ne la pratiquons pas, nous pensons qu'il faut en sortir. Mais nous disons aussi que le meilleur moyen d'en sortir, c'est d'apporter des réponses politiques aux problèmes politiques.

Vous serez bien obligé de prendre position par rapport à la clandestinité, soutenir les militants incarcérés et en même temps condamner la violence, ça fait un grand écart J-C. Angelini?

J-C. A.: Concernant le positionnement politique. Lorsqu'on met en exergue un certain nombre de termes «nationalistes modérés», «démocratiques», il faut être prudent. Nous sommes des nationalistes d'ouverture et de construction, nous ne sommes pas opposés à d'autres nationalistes, même si nous avons très clairement des voies qui sont parallèles, différentes, séparées, et qui je crois ont vocation à le rester parce que c'est le vœu de tout un chacun. Ceci étant dit, ça n'est pas parce qu'elles sont séparées qu'elles sont conflictuelles. Donc, lorsque se posent des problèmes de répression ou d'incarcération, oui il y aura de notre part, au plan humanitaire, individuel ou collectif, un soutien qui sera prodigué comme il l'a toujours été. Ce qui ne revient pas pour autant à cautionner loin s'en faut, un certain nombre de choses et à dire que nous sommes partisans de la violence politique. Nous continuons de dire et de penser qu'elle est contreproductive aujourd'hui au regard des enjeux. Il y a d'ailleurs des militants nationalistes inquiétés ou emprisonnés qui sont soutenus bien au-delà des frontières du nationalisme, par des dizaines de milliers de Corses.

G. Simeoni:... Je ne crois pas que ce soit un grand écart. Nous avons une position qui est très claire sur les moyens d'action, nous disons qu'il faut s'engager résolument sur un chemin

Le vivre ensemble

Cela passe par le maintien de l'indispensable lien de confiance
avec les bénéficiaires du Service Social



En mettant l'accent sur la répression, il est à craindre que les personnes en difficultés ne s'adressent plus aux travailleurs sociaux ...

Alda! a rencontré différents acteurs du Service Social travaillant avec la jeunesse pour connaître les formes que peuvent prendre sur le terrain des actions de solidarité et prévention, et découvrir les conséquences et les choix que ces actions impliquent au niveau des budgets des collectivités locales. Les entretiens ici synthétisés permettront de découvrir des outils de connaissance des problématiques sociales et urbaines qui aident les acteurs locaux à agir pour le développement de territoires concernés.

Quelques données chiffrées

En 2007, 291 millions d'euros ont été consacrés à la Solidarité par le Département des Pyrénées-Atlantiques. Cela veut dire que 46,4% du budget total du département a été consacré au RMI/RMA (9,3% du budget), à l'allocation personnalisée d'autonomie (8,6%), aux maisons de retraite, au financement de diverses associations oeuvrant dans le domaine social, etc.

Un droit pour les personnes démunies

Tout d'abord, notons que le Service Social Départemental est devenu Maison de la Solidarité. Cette nouvelle dénomination a un avantage certain au niveau de la communication mais

efface la notion de Service Social qui a toujours existé et est indispensable. En effet, le terme Solidarité n'est pas aussi fort que le Service Social qui est un droit pour les personnes démunies, en difficultés et ayant besoin d'aide !

Politique gouvernementale... et locale.

Le Département des Pyrénées-Atlantiques et les grandes villes, comme Bayonne, ont été des unités pilotes pour la mise en pratique des politiques sociales prévues par la Loi sur la Prévention de la délinquance du Ministre de l'intérieur de l'époque... Nicolas Sarkozy.

Cette loi lie le social et la justice en mettant l'accent sur la répression plus que sur la prévention.

A titre d'exemple on peut mentionner le cas du secret professionnel. Celui-ci enjoint les assistantes sociales de ne divulguer aucun renseignement concernant leur activité et permet de créer un lien de confiance entre la population en difficulté et ce corps de métier. Actuellement, elle laisse place de plus en plus à la notion de secret partagé, permettant, entre professionnels, l'échange des informations soumises au secret professionnel. La mission des assistantes sociales étant de protéger les enfants, de lutter contre la précarité, de suivre la population au RMI, le partage d'information avec d'autres intervenants (maire, police, justice, etc.) n'ayant

pas la même mission n'est pas de très bon augure pour le maintien de l'indispensable lien de confiance avec les usagers ou bénéficiaires du service social.

Il existe un réel danger que la nécessité de contrôle et la garantie de l'ordre public viennent perturber la mission de service social des assistants sociaux... Il est à craindre que les personnes en difficultés (sans papier, travaillant au noir, usagers de la drogue, etc.) ne s'adressent plus aux travailleurs sociaux, assimilés à des professionnels dont les fonctions seraient de sanctionner.

Collaboration des différents acteurs sociaux.

Les Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) sont un nouveau cadre contractuel de la politique de la ville en faveur des quartiers en difficulté. D'une durée de 3 ans reconductibles, les CUCS sont proposés aux villes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en la matière. Enfin, les CUCS ont bénéficié pour 2007 d'une enveloppe globale de près de 400 millions d'euros pour l'hexagone.

Concrètement les CUCS réunissent tous les acteurs sociaux sur les thématiques suivantes :

✓ *Habitat et Cadre de vie* : réhabilitation de la ZUP pour Bayonne.

✓ *Emploi et Développement économique* : installation de la maison de l'emploi dans le quartier prioritaire pour la politique de la ville.

✓ *Réussite éducative et égalité des chances* : faire le lien entre l'école, les parents, élèves en difficultés, etc.

✓ *Citoyenneté et prévention délinquance* : Cette thématique reste à être présentée de manière concrète à la population, car comme la précédente, elle vient étrangement rappeler, le projet de loi de prévention de la délinquance, contre lequel nombre travailleurs sociaux et enseignants se sont mobilisés. Dans ce projet on retrouve un volet "Contrat de parentalité" qui impose des stages de parentalités et des amendes, aux parents dont les enfants présentent des difficultés (comportements, résultats scolaires, absentéisme scolaire ...). Proposés comme des instances de soutien, ces moyens de repérer nominativement les enfants et leurs parents, selon certains critères, peuvent avoir comme conséquences la stigmatisation, voire la pénalisation.

✓ *Santé et accès aux soins* : sachant que l'accès au soin est un droit, la Sécurité Sociale et l'hôpital doivent normalement répondre à ce besoin... Pour prendre le cas de l'accès aux soins, cette mesure semble être une "décentralisation" d'une fonction de l'Etat où on voit mal les collectivités locales jouer le rôle de mutuelles ...

Diagnostic en quelques chiffres

Dans le cas de l'illustration ci-dessous, on voit les critères (taux de chômage, de non-diplômés, nombre de familles mono-parentales, etc.) qui sont évalués pour connaître la situation ou le profil du territoire visé.

Réelle prévention

Selon les intervenants on peut trouver une définition de la prévention qui varie.

Chez les acteurs sociaux, la prévention c'est faire qu'il y ait une bonne école... ce n'est pas se contenter de dire qu'il ne faut pas boire ou fumer...

Pour le pouvoir, la prévention c'est éviter le désordre, que ça bouge et que le "grain de sable" empêche la machine de fonctionner...

Le travailleur social propose ainsi un point d'appui, suggère des pistes et directions à prendre pour éviter que la souffrance soit trop forte ou que la personne entre dans un comportement de survie, une attitude non constructive (comme la casse). Ainsi, il aide ceux qui n'ont pas leur place ou la cherchent...

Rôle clé de la culture au sens large

En fait, la réelle prévention passe par la culture au sens large : par l'école, les associations, la musique, le sport, etc. Cette culture est l'apprentissage du monde et la possibilité de trouver sa place dans le monde. La culture permet une compréhension de l'espace où l'on vit et dans lequel on s'efforce non pas de réussir sa vie, mais de la réaliser, en ayant les moyens de faire des choix et en respectant l'autre, qui n'est pas un concurrent ou un ennemi

Le pouvoir en place ou le système économique en place ne valorise pas cette créativité et cette participation ! Ainsi les jeunes, appelés casseurs, n'ont pas eu d'outil pour savoir quelle place occuper dans ce monde... si ce n'est le rôle de consommateur... Ils sont des cibles par rapport à la publicité et n'existent souvent qu'en consommant. Or, faute de moyens financiers, ils sont exclus de la consommation et la violence sur l'objet (la voiture, la vitrine, ces symboles de la consommation)... illustre bien la colère d'être empêchés d'avoir, alors qu'il leur est dit que c'est la seule manière d'être. C'est pour cela que la culture apporte énormément car elle structure l'individu en donnant des valeurs et en lui dévoilant sa propre valeur...

Enfin la prévention c'est aussi, respecter les parents, car l'humiliation et la honte sont sources de violence et les enfants se donnent souvent pour mission de "réparer" leurs parents... Quel espace donne-t-on aux parents malades, sans emplois, ou étrangers ? Comment sétonner que leurs enfants ne sachent pas comment et où exister ?

Se relier au monde

Etre solidaire c'est se relier au monde, cela veut dire autant aux humains qu'à la nature ou à notre environnement... L'exclusion est une arme du pouvoir, qui permet d'écartier celui qui gêne le fonctionnement établi et c'est un moyen de détruire toutes ses possibilités d'action sur le système, en niant tous ses droits (logement santé éducation,...). Le fait d'être présent sans à priori et sans porter de jugement, de regarder l'autre comme un être humain en reconnaissant la souffrance de celui qui est toujours considéré comme coupable... c'est aussi une forme de solidarité.

En fait, la solidarité c'est vouloir le plus de bonheur possible pour le plus grand nombre. Or les politiques actuelles du gouvernement vont vers le chacun pour soi. Chacun doit trouver sa solution... ce qui affaiblit le lien social. Du chacun pour soi ou des peurs on passe au repli, à l'absence du lien social et de solidarité... Cela ne donne plus l'occasion de faire naître une réflexion collective. L'ambiance générale est à la culpabilisation, on cultive la honte et criminalise toute la population fragile, laissée en marge... on arrive même à casser la solidarité au sein même de la cellule familiale. Les enfants pouvant parfois eux-mêmes "rejeter" sur leur parent les a priori de la société ...

Certes, investir sur la jeunesse en difficulté est un pari plus difficile pour les pouvoirs publics : on prévoit plus difficilement les résultats que dans les financements pour le troisième âge... Mais il faut tout faire pour maintenir les liens... ou une passerelle/ouverture entre cette population en difficulté et le reste de la société.

Permettre à ces jeunes de vivre au sein de la société, est risqué pour le politique, qui n'ayant plus l'opportunité de sanctionner leurs exactions, sera dans l'obligation de les considérer comme des interlocuteurs. Si les anciens sont les messagers de notre histoire, les jeunes en sont porteurs et sont aussi, notre avenir.

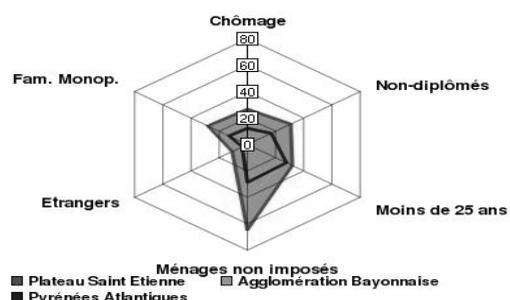


Contrat Urbain de Cohésion Sociale Agglomération Bayonnaise

France > Région Aquitaine > Département Pyrénées Atlantiques >
 Population du CUCS : **105 420 habitants**, dont 8 267 (8%) sur 1 ZUS
 Superficie du CUCS : **6 560 ha**, dont 163 ha (2%) sur 1 ZUS
Composition communale (3) : Anglet, Bayonne, Biarritz
Contrat de Ville (1) : Bayonne
ZUS (1) : Plateau Saint Etienne (*)
Autres Quartiers Prioritaires (8) : La Butte aux Cailles, La Négrresse, Landa Tipia, Landa Tipia, Larrebute, Lesspès, Petit Bayonne, Saint-Esprit
Dispositifs de la Politique de la Ville (3) : 1 ML, 1 PLIE, 1 CLS

(*) Une zone urbaine sensible (ou ZUS) est un territoire infra-urbain défini par les pouvoirs publics français pour être la cible prioritaire de la politique de la ville.

Profil Général	CUCS Agglomération Bayonnaise	ZUS Plateau Saint Etienne	ZUS du département	ZUS de la région
Chômage (1999)	16.6 %	26.7 %	24.1 %	25.8 %
Non-diplômés (1999)	15.4 %	30.8 %	26.4 %	27.6 %
Moins de 25 ans (1999)	25.2 %	31.9 %	34.1 %	35.2 %
Etrangers (1999)	3.8 %	10.7 %	13.1 %	12.8 %
Familles monoparentales (1999)	17.3 %	28.0 %	24.2 %	24.6 %
Locatifs HLM (1999)	13.6 %	72.8 %	60.0 %	56.1 %
Ménages non-imposés sur revenus (2004)	42.3 %	64.5 %	57.6 %	54.0 %



Critères d'évaluation de territoires concernés par une problématique sociale. et urbaine.

Amodioa eta metafora

Binpherra

Hau da bikote berexezina, amodioa ta metafora.

Hitzen argitzeko edo, erran nezake metafora dela gauzen esplikatzin zinez ez dakigunear erabiltzen dugun hizkuntz forma bat... edo gauzen hobeki esplikatzeko menturaz, irudimenari dei eginez. Dena den, metafora modan da ta beti hala izan da, jendeari gustatzen zako. Bertsulariek egunero oratzen duten irina da, zonbeitek behar bada sobera...

Amodioaren kasuan, normala da metaforari dei egitea, arrunt galduak girelakoan dendenak, ordian edozoin hesol puska ustelduri lot gintaizke amodioari buruzko azalpen batetarik ito gabe ateratzeko.

Funtsean, ez gira lehenak. Aski da bi minutaz gure kantu xahar eta ez hain xaharreri so egitea. Huna ene ustez, hoietatik ateratzen ahal ginuken amodioaren definizio metaforiko bat.

"Egun batez, erbia ihiztariaren beldurrez lasterrez zihoalarik, lili baten aintzinean gelditu zen, net, haren edretasunik harriturik. Orduan, eskurat hartu eta ametsez eginikako baratze batean landatu zuen berriz eta egunero, eperraren hegala ta kokarda ejerra bizkarraren jauntsirik, joaiten zitzakon ikustera. Baina, gaztanberak hezurrik ez duenez, ta arrainak begia ejer duenez (!), lili hori etzen bate ohartu erbi gaixoaren haitzurkada bakotxean gordea zen amodioaz, ez eta zoin zaila zitaiken gauero ilargia ebatsi eta biharamuneko berriz gain hartan kokatzea, ze indarrak bota behar ziren (ta ze zurubi luzeak behar ziren)! Alta erraiten zakon aski, goiti ta beheiti bazabilela beti! Baina liliak amets bat bezik etzuen, oihaneko urtxintxen jauziek xoraturik zaukaten ta etzakon gure erbi gaixoiari den mendre-neko kasurik emaiten. Ordian, etsiturik, matel hezurak seko ta kolorea berde, gure erbia desertiala joan zen, nigarrez urtzerat, hola bedein edatekoa izanen zuela..."

Nornahi amodioari buruzko metafora baten sortzeko gai agertzen zautanez, erabaki dut nik ere baten asmatzen, orain berean, zuen begi harrituaren bistan.

Huna, hmm hmm:

«Neretzat amodioa, norbaitek egunkari batean Iparraldeko bertsularitzari egin dakon omena bezalakoa da, nun Xiberutar Lukutarrak aipatzen baititu... ideia polita, printzipioz arrunt funtzionala ta plazerra ekar dezakena, on egiteko nahikeriaz imokatua, irri, goxotasun ta politeziatz itoa bainan... aldi huntan ere, ez duzu lortu...entsea zite berriz ere, notaki!».

□

EÑAUT ETXAMENDI

Euskaraz, gogoz eta atseginez, molde osoan



Behala aitor behar dena da, euskeraz euskaldun anitz ez dela beti atseginez ari... Bestela elitate euskera hiltzerako bidean.

Ezin bertzean euskaraz ari

Ezin bertzean ari denik euskeraz bada oraino, ta ez gutti! Bertze hizkuntza ez aski untsa menperatuz (frantsesa, espanyola), bakotzak baduke ohar-aldi aski ukanik hortaz. Adibidez gertatu zaut ikastetxean elebitasunaz eztabadan burra-soekilako biltzarkari, aita bat aurka zela zut-zuta erraiteko, erderaz has... barku eskez euskeraz baizik etzirolakotz bere ikuspegia esplik. Bederen hor hipokrisiarik etzen!

Nolaz? Hemen da kokxa: jende hori ahalge da, hezurretako munaraino frantsesaren ez untsa jakiteaz!

"Xakurrak min duen lekuan mihi"

Bertzaldi batez aitaxi batek besotan zauken illoba ttipiak, nik euskeraz eman ta arpegia kukutzen baitzuen, hauxe: "Eskolarat juan artio euskeraz baizik etzakien mintzatzen, eskolan abiatu den pundutik ez tu eskuaraz tuntik erten, na, eztaki oono frantsesik alta!" Ausartatu ni ihardesterat: "Horrek erran nahiko luke frantses eskola gure haurtzarotik hunat ezteza tintik aldatu, erran nahi dutana da: frantsesa metodo txarrez saka ta eskuaraz mintzatzea ahalgegarritu, hori ahal da errientera kaskoan sartu izan zaiena?". Aitaxik: "Ba-ba beharrik euskera debekatzen zaukuten ba! Nola behar gindien frantses den puxka kasi bestenaz?". Nik: "Erakasteko metodo onak...". Hak: "Zu ba zu! 25 urtiak artio eskoletan ebili-ta!". Hobe ukan nuen ixildu. Atsothitzak dio "Xakurrak min duen lekuan mihi".Mixerioaren giltza hor datza...

Era talangoa

Gure herria bazterkinu herri miko bat da. Imperio Estatu orotako herri gutienduak bezala, geografi-mapa bati behatzea nahikoa da. Guhauren herritik ausiki batez kendu zatino bat. Hego-aldea bera bertze bi administrazio berezitan zatiturik..."Diviser pour regner".Hortik ikaragarriko diskriminazio bidea badator bazterkinduaren kaltetan eguneroko hurratsetan Estado inperialak bere hizkuntz eta kulturak ditu bakarririk toleratzen. Kus Xina Tibeten! Jenden nortasun-duintasunik alaiki iztikatuz: "Racistes, terroristes" bezalako lilliez gu jauntziz, etab. Gainerat, ta hau mingarriena: lana hatzeman behar duzularik herritik kanpo edo-ta herrian berean laneko nausia frantzimanta jatorriz edo... bere hautuz? "Etzu zuaun buria defenditzen ahal,

ukaiten duzunaikin ixilik behar tzu eon...besten petzero beti, batzu ba berek nahi'uten lan ta soldatak man ta untsa gutaz baliatzen dienak!", 2008-martxoaren 24-ean entzuna dut hau Mithirineko plazan Ostanko-ar baten ahotik.

Euskaraz, gogoz eta atseginez molde osoan bizi-zeko, baldintzak zer izaiten ahal diren ene ustez?

Euskera eta politika

Entzuten da euskera ta politika ez litaizkela nahasi behar. Alta Estado imperial batek leher egiten duenean (Aurtiche-Hongrie,Ottoman, imperioa, Sovietar Batasuna, etabar, politika edo militar bidez edo biez... berriz kusten dira loratzen menpeko ziren herrien hizkuntz-kulturak, ez baziren iadanik itzaliak (Irlanda). Bertzelako salbuespenik ez dut ikusten. Politikarekin, Eusope-ren mihikiez bezala: zer eta zelan jokutzen den. Estado imperialek zakuan korapillo bat baino askoz geihako badaukate bazterkinu herrien izorratzeko: guhauren astokeriak baliatuz, eta asto-lan egiten berdin eskua lagunduz... Hunekin ez dut bide hori itu delakorik erran nahi! Baina ziminokerian inperialak izigarri ohituak dira, ez baitira ustelkeri ta krima zoin-beiten gora-beheran.

Burla-umiliazio-esplotazio bide den desoreka

Hogoitabost urtez eskolan... Aitaxi horrek salatzen zuen bere gisan mina nun seindi zuen, etzen egiazki tronpatzen!

Gertatzen giren egoera talango hori, diskriminazio bide den hori, burla-umiliazio-esplotazio bide den desoreka horri diogu aurre egin behar Euskaldun hok, helmenean edo helmeneratzen ahal ditugun eskumakilez: ikasi! Ahal den bezainbat. Aztertzea aski da ikastoletako burra-soak gizarteko zoin geruzatik diren nagusiki. Gizarte ertainekoak dira geihenak, "classe moyenne" delako hortakoak. Frantses kultura menperatzen duten jendeak. Beraz guk behar ditugu bederen bi hizkuntza ta bi kultura eskuan nahi badugu gure bizian arraina hurean bezain untsa ibili, beti euskaradun izanik.

Euskeraz gogoz eta atseginez bizi ahal da.

Herriak hurrats politik iadanik agertzen ditu: bana-beste menperatu gintuztenak baino kultur aberatsagoa behar dugu. Eta hortako, formakuntzari esker konzientziak iratzarri behar dira kultura, informazioa, irakurketa etabarren tirria sortzeko!

Halabiz!

□

Rencontres sur les Docks

2 avant-premières de la 4^e édition du Festival organisé par l'Atalante (du 9 au 12 avril)



Rome plutôt que vous

France-Allemagne-Algérie - 2006 - 1h51 - Tariq Teguia, avec Kader Affak, Rachid Amrani, Rabie Azzabi, Ahmed Benäissa...

Depuis plus de dix années, l'Algérie vit une guerre lente, une guerre sans ligne de front mais ayant causé plus de 100 000 morts. C'est ce désert que Zina et Kamel - deux jeunes algérois tantôt hallucinés et joyeux, tantôt abattus et sereins - voudront sillonner une dernière fois avant de le quitter pour l'ailleurs...

Un film comme un grand vent de fiction et de nouveauté, qui parle du désir et de la tristesse de l'exil, de la violence intégriste et du quotidien en chantier. Présenté à Venise puis récompensé par le Grand Prix de la fiction au festival du film de Belfort, il bénéficie d'une sortie en salle grâce au distributeur Shellac...

Séance suivie d'une rencontre avec le réalisateur Tariq Teguia (sous réserve) et avec , productrice Cati Couteau.

Les Citronniers

France, Israël - 2007 - 1h46 en VO - Réalisé par Eran Riklis - Avec Hiam Abbass, Doron Tavori...

Salma est une veuve de 45 ans qui vit dans un petit village palestinien de Cisjordanie. Elle est amenée à affronter le ministre israélien de la Défense, dont la maison est construite près de sa plantation de citronniers - sur la Ligne verte,

frontière entre Israël et les territoires occupés. En effet, les autorités israéliennes ne tardent pas à prétendre que sa plantation constitue une menace pour la sécurité du ministre parce que des terroristes pourraient se cacher au milieu des arbres. Ordre est donc donné de faire couper les arbres. Salma, qui vit seule, décide de se battre pour les sauver...

Après *La fiancée syrienne*, Eran Riklis dénonce à nouveau sur un mode tragique, les vicissitudes de la vie des Palestiniens sous l'occupation israélienne...



L'Agenda de la Fondation

PROCHAINS RENDEZ-VOUS

Vendredi 2 mai :

Soirée Mai 68-Mai 2008 "*Nous sommes tous (tes) des enfants de Mai 68*" au Cinéma l'Atalante : courts-métrages, film, débat, expo participative... co-organisée par l'Atalante et la Fondation Manu Robles-Arangiz.

Samedi 3 mai :



A la Fondation, session de formation sur les grands dossiers sociaux du moment avec **Gérard Filoche** : 35 H, retraites, réforme du code du tra-

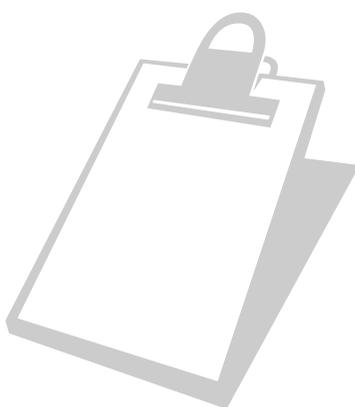
vail, nouveaux contrats de travail etc. L'après-municipales va être chaud, très chaud : comprendre vite ce qui est en train de nous être préparé par le gouvernement Sarkozy pour mieux se défendre.

PUBLICATION DE LA FONDATION

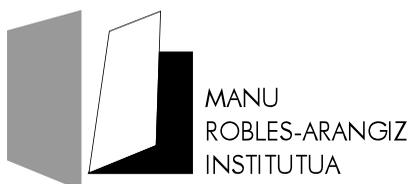
Déclaration du Comité National d'ELA à l'occasion de l'Aberrri Eguna 2008 :



Document disponible gratuitement à la Fondation ou téléchargeable sur le blog d'Alda!



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



main des municipales... e par l'exercice du pouvoir politique»

ur les résultats des élections cantonales et municipales et aux perspectives ouvertes
ozzi. Paul Jo Caitucoli, 1^{er} conseiller général nationaliste, élu dans le canton de Pitrettu Bicchisgià,
haise et Gilles Simeoni, leader de l'opposition à Émile Zuccarelli à Bastia,
du débat paru dans l'hebdomadaire Arritti, avec son autorisation.

démocratique et nous pensons qu'il faut sortir des logiques de violence. Ceci étant, sortir durablement des logiques de violence cela implique d'apporter des réponses politiques aux problèmes politiques, ou sinon, on continuera de jeter de l'huile sur le feu. Un problème précis, celui de la spéculation foncière, nous continuons d'y être farouchement opposés, nous pensons que les Corses doivent avoir la maîtrise de leur foncier et de leur choix de développement y compris en terme touristique. Mais le meilleur moyen d'y arriver, c'est de faire comme nous l'avons fait à Bonifaziu... où la majorité municipale aura désormais les moyens juridiques et politiques de s'opposer à la spéculation.

Le problème des prisonniers politiques n'est pas un problème qui concerne les seuls nationalistes. Je vous rappelle que durant la campagne des dernières élections législatives, les candidats dits traditionnels notamment dans l'intérieur, M. Giacobbi d'un côté, Mme Grimaldi de l'autre, avaient pris des engagements forts pour que le problème soit traité conformément à la loi. Un an après, force est de constater que rien a été fait. Il y a une responsabilité directe sur le fait que les situations dégénèrent et qu'un certain nombre de personnes ne trouvent pas d'autres chemins que celui de la révolte ou du désespoir.

Nous disons qu'il faut sortir du cycle répression/violence, et c'est pour ça que nous avançons sereinement, avec détermination, mais en ayant conscience que nous ne pouvons pas avoir raison seuls contre les autres. Pour que la Corse s'en sorte, collectivement, il faut qu'on trouve le chemin du dialogue et de la convergence.

Paul Jo Caitucoli, vous seriez prêt à rejoindre ce mouvement? A défendre les idées avancées par Gilles Simeoni et Jean Christophe Angelini?

PJC: En 2010, j'espère que j'aurais réalisé 25% du projet et du mandat que m'ont donné les 45% d'électeurs du canton de Pitrettu. C'est déjà une priorité. Bien entendu que cette communauté se retrouve sur la plupart des valeurs menées depuis 30-40 ans, elles sont communes, on a gagné. Aujourd'hui il ne faut pas se tromper d'élection, l'élection de proximité doit avoir des objectifs qui sont bien précis. Et en 2010, bien sûr, il y aura des dé-

bats qui iront sur les institutions. Je pense que c'est une étape, comme l'a dit Gilles, ça se construit. Et pas forcément avec des appareils, mais avec des gens, en discutant, sur un projet de société, un projet de développement. Il ne faut pas oublier non plus que vous avez autour de la table, trois personnes qui sont issues de l'université de Corti. Il faut le souligner. Il y a des générations qui bougent. Il y a des évolutions, des cycles. Aujourd'hui cette victoire de l'université est traduite par ces cadres qui sont là... Qu'est-ce que c'est la politique? C'est structurer par des moyens publics la façon d'améliorer la vie au quotidien des citoyens dans un but d'équité... Un enfant il faut qu'il ait des rêves, qu'il puisse trouver du travail, qu'il puisse rester sur sa terre... Quand on vote, quand on fait une action publique, on la fait pour 15 ou 20 ans.

Jean Christophe Angelini, Camille de Rocca Serra a annoncé son probable départ de l'assemblée de Corse. Les conseillers territoriaux vont être obligés de désigner un nouveau président. Si on considère la fragilité de la majorité, est-ce que vous pourrez tout de suite appliquer l'ouverture que vous prônez? Vous serez prêt éventuellement à vous allier avec d'autres au sein de l'opposition pour faire basculer la présidence?

JCA: Ça demande un débat interne au groupe, mais très clairement si vous m'interrogez à titre personnel, je vous réponds oui. Oui, parce qu'au moment où nous parlons plus rien ne peut être exclu. Cette évolution est aussi, avec beaucoup d'humilité encore une fois, le fruit du résultat de l'élection de di-



Jean-Christophe Angelini

manche dernier, puisque son ampleur et le fait que nous soyons passés à quelque 200 voix de la victoire, a fait bouger les lignes au-delà de ce qui pouvait être prévu notamment par Camille de Rocca Serra et ses amis. Aujourd'hui ils sont confrontés à un dilemme, ou bien démissionner de l'assemblée et ouvrir une crise politique au plus haut niveau du pouvoir corse, ou bien démissionner au plan local et ouvrir le champ beaucoup plus fortement que ce ne fut le cas ces derniers jours à l'alternative que nous avons élaboré tout au long des derniers mois. Dans les deux cas, nous attendons avec patience et sérénité les enjeux qui se profilent. Mais il faut maintenant ne plus remettre à plus tard ce que l'on peut d'ores et déjà construire. Lorsque nous parlons d'accéder aux responsabilités, ça n'est pas pour y accéder pour le principe... Nous voulons transformer la réalité par l'exercice du pouvoir politique (...). L'assemblée de Corse doit prendre ses responsabilités, une certaine gauche, une certaine droite, une certaine idée du nationalisme ont vécu. Ces élections ont tourné une page, il faut maintenant écrire un autre avenir.

Paul Jo Caitucoli, vous êtes le 1^{er} conseiller général nationaliste, quel est votre sentiment sur l'investissement de ce mouvement dans le rural...

PJC: Il y a des initiatives qui ont germé, des étapes qui ont été passées, et c'est vrai que ce plan exceptionnel de revitalisation que l'on veut mettre en place, c'est l'essence même du combat des années 80, mais aujourd'hui il est partagé par une large partie de la population. C'est «*u stintu pasturinu*» parce que nous sommes un peuple de berger, il ne faut jamais l'oublier. C'est ces valeurs-là que l'on a voulu remettre au goût du jour, transmettre, de génération en génération. Là-dessus, il y a de grands espoirs. La situation internationale avec l'augmentation des matières premières, avec l'ensemble des problèmes qu'il y a au niveau du réchauffement de la planète, va permettre au niveau des territoires d'internaliser une nouvelle économie. L'économie identitaire que l'on avait défini en 1992 est aujourd'hui une économie moderne qui a fait ses preuves en Toscane, puisque l'on a eu des relations avec la Toscane, et ce sera l'objet de mon mandat notamment au Conseil général, où je vais demander un parte-



Paul Jo Caitucoli

nariat fort au niveau de la province de Grosseto qui a déjà mis en place le «*distretto rurale*» il y a une quinzaine d'années.

PRESO

■ **Détentions rétentions.** Cela fait plus de six mois que sont incarcérés Pantxo Flores, Cédric Garai, Mizel Barnetxe et Xabier Perez Susperregi, dans le dossier du bar «*Kalaka*». Un rassemblement a eu lieu le 28 mars, sous forme d'apéritif-public devant la mairie de Saint Jean Pied de Port. Malgré le recours du Procureur, Daniel Derguy est bien sorti de prison le 14 mars, mais il saura le 15 mai si sa libération conditionnelle est confirmée.

■ **Jamais autant de preso.** Il faut remonter à la dictature de Franco pour trouver autant de Basques emprisonnés. S'ils sont 739 en mars 2008 (571 dans 53 prisons espagnoles, 166 dans 34 prisons françaises), ils étaient 862 en 1969, et 632 fin 1975 à la mort du dictateur. Le chiffre actuel tient compte de deux Basques en attente de jugement d'expulsion au Canada: Iban Apaolaza à Montréal et Bittor Tejedor à Vancouver.

Au cours des huit derniers mois, sur 300 arrestations, la moitié environ a fini en prison: 47 citoyens du procès 18/98, trois rafles liées à la kale borroka, dirigeants frappés par la Loi des Partis... Il faut ajouter les obstacles aux libérations. A 18 prisonniers en fin de peine, application de la «*doctrine Parot*» (197/2006) de prolongation automatique, et 169 preso privés de libération conditionnelle.



«Le mythe de la singularité basque sert au maintien du statu quo institutionnel»

Thomas Pierre (Anthropologue)

Le 3 décembre dernier, Thomas Pierre a soutenu sa thèse de doctorat en Anthropologie sociale et Ethnologie à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris. Sa thèse, Les revendications institutionnelles contemporaines en Pays Basque de France, a obtenu la mention «Très honorable avec félicitations du jury», qui était notamment composé de Denis Laborde et Jean-Daniel Chaussier. (Article tiré du Journal du Pays Basque)

VOTRE thèse en anthropologie a porté sur les représentations du «monde basque» dans le champ politique local et en particulier autour des revendications institutionnelles. Pourquoi localement, comme à d'autres échelles, nombre de discours politiques intègrent de plus en plus la dimension «culturelle» de l'identité basque, pour ajouter aussitôt qu'ils se gardent bien de tout «communautarisme», et de tout «ethnisme» ?

Thomas Pierre: Depuis une dizaine d'années, la dimension «culturelle» de l'identité basque tend en effet à être quelque peu dépassionnée au sein de la classe politique locale. Cela est en partie imputable aux effets de la démarche «Pays Basque 2010», qui a suscité pour la première fois en Pays Basque nord un début de dialogue entre la société civile et les milieux politiques, et plus particulièrement entre les milieux basquaisants et les représentants locaux des partis politiques nationaux. On constate, il est vrai, cette légère évolution. Mais celle-ci est très fragile. En effet, toute aspiration politique se revendiquant de la culture

très régionaliste et, au final, très militante de l'identité basque. Dans ce cas-là, le discours sur l'identité basque s'appuie sur une représentation régionale de la culture basque. Pour les opposants à l'entrée en politique de la culture et de la langue

prédominance de cette représentation? Comment expliquer qu'elle ne soit pas remise en cause ou, en tout cas, qu'il soit difficile de le faire alors même qu'elle peut être considérée comme le socle idéologique à partir duquel la culture basque est margina-

construction académique de l'Etat-nation que le résultat d'une perception traditionnelle de la culture locale.

Qu'est-ce qu'un anthropologue a à dire sur les catégories ou représentations des «mondes basques» développées dans cette campagne électorale?

Thomas Pierre: Prenons l'exemple frappant des déclarations du Président de la République Nicolas Sarkozy lors de sa dernière venue en Pays Basque. Une fois de plus, le terme «raciste» est instrumentalisé parce qu'il est lourd de sens, parce qu'il est l'argument politique qui apporte le plus de discrédit et que, s'agissant des Basques, il n'est pas politiquement incorrect de l'utiliser. Preuve en est le peu de réactions à ces propos. En fait, ceux qui considèrent que la culture basque a la place qu'elle mérite en Pays Basque, à savoir minoritaire et secondaire, ont une lecture régionale de la culture et de la condition basque. Aujourd'hui, à l'opposé de cette vision, le mouvement culturel basque en Pays Basque Nord tend à démythifier l'idée de basquité. Seul ce type de tentative de déconstruction est potentiellement à même de participer à la reconnaissance d'une culture basque s'extrayant de son statut minoritaire et, du même coup, de son état de minorisé. Il reste qu'aujourd'hui, associé à la non-institutionnalisation du Pays Basque Nord et à la perte constante de l'usage social de la langue basque, le mythe de la singularité basque contribue à la permanence d'une lecture du monde social basque sous l'angle de l'atemporalité. Dans ce contexte, les mouvements basques participent à une tentative interne de contestation des effets néfastes du statut régional du monde basque et militent pour le désenclavement de la culture basque de l'imaginaire issu du mythe de la singularité basque. Aussi, contrairement à ce dont on les accuse régulièrement, ils ne participent pas du phénomène d'ethnisation de la société. Ils sont en revanche pour partie prisonniers des représentations communes auxquelles renvoie systématiquement le monde basque, représentations nées de l'opposition historique «national/régional».



basque en Iparralde, l'idée de culture basque ne renvoie qu'au passé, qu'à l'autrefois, qu'au folklorique, qu'au sentiment d'atemporalité. Cette idée d'atemporalité du monde basque constitue le socle théorique de leurs discours. Finalement, derrière ce discours, il y a l'idée selon laquelle la culture basque n'a pas de réelle existence contemporaine, l'idée selon laquelle celle-ci est incompatible avec le concept de modernité.

Un militant des Indigènes de la République a fait remarquer la pertinence de l'assertion enfantine «c'est celui qui dit qui est» à propos des disqualifications dont ils étaient l'objet. Peut-on dire la même chose de ceux qui accusent la plate-forme Batera de «communautarisme» ou «d'essentialisme»?

Thomas Pierre: Ceux qui ont recours à ces vocables savent que dans les représentations collectives il n'est pas nécessairement politiquement incorrect de discourir sur le monde basque à partir de clichés. Il faut noter la permanence d'un élément central qui conditionne l'ensemble des modes de traitement de la question basque, qu'ils soient national, régional, nationaliste ou régionaliste: l'idée de singularité basque. Comment expliquer la

lisée? En effet, faire de la singularité basque un état allant de soi autrement dit, un particularisme revient à considérer la condition basque comme particulière au sein d'un ensemble politique homogène légitime. Or la confusion entre l'idée de particularité et celle de basquité représente l'argument central justifiant la non-institutionnalisation de la langue et de la culture basque. En effet, le discours classique des opposants à l'institutionnalisation fait de la singularité son postulat de départ. Ce discours n'a de pertinence que dans la mesure où cette idée existe, même si ce n'est que sous la forme du mythe. En cela, l'idée de singularité basque sert bien plus les opposants à l'entrée de la culture basque dans la sphère du public que les militants qui œuvrent pour sa reconnaissance. Elle constitue en effet davantage un instrument au service du maintien de la culture basque dans la marginalité, qu'un instrument au service de son épanouissement. Paradoxalement, la référence au singulier, généralement perçue comme un argument basquaisant, est en fait intrinsèquement au service du maintien du statu quo institutionnel et culturel en Pays Basque Nord. Cette idée est par ailleurs davantage le produit historique des effets induits par la



Thomas Pierre

basque continue à être suspectée si ce n'est accusée de relever d'une vision communautariste de la société. Ce qui est très paradoxal, c'est que ce sont les sphères politiques qui se considèrent et qui sont majoritairement considérées comme les plus républicaines qui instrumentalisent le plus fréquemment cette accusation. Il s'agit de comprendre pourquoi. A la source de ce discours, il y a une vision très passéiste, très conservatrice,



Regard sur l'abertzalisme des années 70 en Iparralde

par Arnaud Duny-Pétré

Plusieurs numéros d'Enbata ont été essentiellement consacrés aux élections et à la poussée abertzale aux municipales et cantonales.

Nous reprenons ici le regard porté par Ellande Duny-Pétré sur l'abertzalisme en Iparralde.

Les démarches nouvelles (suite)

A moyen terme, le projet est de construire un filtre, former des cadres, une élite, comme pour «*le petit peuple d'élite, sûr de lui et dominateur*» que fustigera de Gaulle. En corollaire, le projet d'entrisme dans les lieux de pouvoir, comme Lionel Jospin longtemps membre en secret d'un groupuscule trotskiste... c'était donc dans l'air du temps! Un autre point fort est celui de la lutte contre la récupération par «*le Système*», l'embourgeoisement: cela donnera quelques premières expériences de vie communautaire.

La force et le prestige des mouvements d'extrême gauche dans les universités, l'image du secret, le carcan militant, seront fatals au groupe Amaia qui éclate et ne parvient pas à rebondir. Le mythe d'Amaia perdurera avec son lot d'invéraisemblances ou le rôle que quelques-uns se plaisent à attribuer à Peio Oyharzabal, sorte de deus ex machina dictatorial, psychopathe et tirant les ficelles de la secte. Cela m'apparaît assez stupide lorsqu'on a connu le personnage. Cette version traîne dans une thèse écrite par un individu fort mal intentionné à l'égard des abertzale et qui n'a pas été fichu de confronter ses sources, d'aller rencontrer les principaux intéressés. Il s'est contenté de prendre pour argent comptant des ragots et autres bruits de couloirs. C'est malheureusement ainsi que s'écrit l'histoire.

Amaia, l'éducation des chefs

Amaia, ce furent d'abord des militants abertzale motivés qui ont le mot «*Euskadi*» gravé dans la tête en se réveillant tous les matins, pour reprendre l'expression de Txillardegui, et qui, comme nous tous dans cette salle, rament dans le militantisme quotidien, obscur souvent ingrat, pour faire avancer la cause.

La démarche d'Amaia peut paraître étrange, elle est somme toute assez banale. Elle plonge ses racines dans les tréfonds de la pensée occidentale, celle de la cité athénienne il y a 2400 ans, avec «*l'éducation des chefs*» et des guerriers dans la République de Platon ou encore l'Utopie de Thomas More à la Renaissance. Les militants d'Amaia, peut-être trop enfermés dans la Caverne platonicienne, tout-à-coup aveuglés par la lumière de l'extérieur, disparaîtront en tant que tels du paysage, pour mieux renaître et poursuivre. L'expérience tombera dans l'oubli, comme si tous avaient bu l'eau du fleu-

ve Amèlès. Elle laissera chez quelques uns un goût amer au fond de la gorge. L'intensité de l'engagement comme la force des liens dans leur brièveté, génèrent parfois des blessures inguérissables chez ceux qui, tels Simon Bolivar, pensent avoir seulement «*la bourée la mer*». Mais dans l'abertzalisme comme dans la nature positiviste, «*rien ne se perd, tout se transforme*» ou presque.

Mende Berri est une version plus soft, de ce projet, à l'initiative de Gabi Oyharzabal et d'Isabel Barriola qui décèdera prématurément en mai 1973, dans un accident de voiture alors qu'elle va chercher des réfugiés à la frontière catalane avec sa sœur Mayi



et Txomin Iturbe. Mende Berri s'adresse en premier lieu à un public de lycéens, puis d'étudiants aux universités de Bordeaux et de Pau, à Paris et à Toulouse, il durera une douzaine d'années. Xan Goenaga définit la démarche dans le numéro 1 de la revue *Pindar* (décembre 1976): «*Mende Berri naît en 1971 de jeunes acquis aux idées politiques de l'abertzalisme, mais conscients des détours nécessaires pour amener de nouvelles personnes à la cause basque. Ils considèrent que le processus de développement de l'abertzalisme au Nord en milieu jeune, passe avant tout par l'établissement de structures de conscientisation et par la formation de militants. C'est le rôle de Clubs Pays Basque et dans une moindre mesure des ikastaldi, ainsi que du noyau de militants qui se constitue en Pays Basque intérieur. Il ne s'agit pas de délaisser le terrain politique, mais plutôt de faire un travail continu et à long terme sur lequel l'expression ouvertement politique ne s'inscrit que comme un épiphénomène qui permet temporairement une affirmation directe*».

Mende Berri, sensibilisation par la culture

L'action de Mende Berri gravite autour du local de la première librairie basque située au 32 rue Bourgneuf à Bayonne. Son implantation se situe dans les lycées et sur les campus de Bordeaux et de Pau, avec pour support une démarche de sensibilisation culturelle et l'organisation de cours de langue basque, soit par le biais du bénévolat en cours du soir, par des stages intensifs ou ikastaldi (10) durant les congés scolaires, le lancement d'une méthode d'euskara par correspondance ou par le développement officiel de l'enseignement de l'euskara, alors matière optionnelle dans les établissements scolaires. Une pétition en faveur de l'enseignement de la langue basque signée à l'époque par 3.300 jeunes, sera un des moments forts de la vie du mouvement (11). A Pâques 1978, Mende Berri organise le premier Ikerraldi pour la préparation au passage de l'examen de professeur de basque niveau D, avec la participation d'intellectuels prestigieux. Le groupe organisé en deux branches distinctes, Ertoki pour les lycéens et Amalur pour les adultes, est à l'origine de plusieurs publications comme le bulletin des clubs Pays Basque, *Mende Berri*, *Udaberri*, ou le mensuel *Gernika*. Ces revues ont d'abord un rôle pédagogique, il s'agit d'apprendre à militer, de s'approprier l'abertzalisme en l'exprimant à sa façon, avec des maladresses sans doute, mais la foi des pionniers. Autre réalisation, l'expérience en 1975 de Urtxintxak, la première colonie de vacances en euskara.

500 étudiants dans la rue

Les clubs Pays Basque au sein des établissements scolaires sont une de ses démarches majeures, dans le cadre de foyers socio-culturels des lycées, à l'instar des clubs UNESCO, des clubs théâtre ou des clubs Jeunes et Nature. Les lycéens se retrouvent là, choisissent un thème, le préparent (l'ikastola, les questions agricoles, par exemple), ou font venir un invité: chanteur, historien qui évoquera les guerres carlistes ou les cromlechs..., un spécialiste en art populaire ou en littérature, le tout dans un contexte d'absence d'information sur le Pays Basque, très peu d'ouvrages de vulgarisation existant sur ces questions. Les animateurs de ces clubs se heurtent à l'hostilité de l'administration des établissements scolaires ou de certains enseignants. L'organisation d'un grand kantu-festival commun aux clubs Pays Basque ou la projection du film du PNV

«*Les fils de Gernika*», viennent clôturer l'année scolaire.

On vient là un peu par hasard, les premiers liens se tissent, là dessus arrive une grève de la faim contre les expulsions de réfugiés et le maëlstrom commence. On se radicalise, on descend pour la première fois dans la rue, (la manifestation de 500 étudiants et lycéens le 25 octobre 1972 en faveur des réfugiés en grève de la faim stupéfié «*les vieux*» d'Enbata car elle ne rassemble quasiment que des têtes nouvelles), on rencontre des gauchistes, des réfugiés (12), on devient porteur de valise, on se politise. Aller conscientiser de nouveaux jeunes en leur parlant des cromlechs ou de l'épopée de Matalaz, apparaît alors affreusement ringard! «*La lutte de libération nationale et la lutte de libération sociale, deux faces d'une même monnaie*», c'est tellement plus excitant! En schématisant, lorsqu'on passe de «*Urtxintxak oihanean*» au Club Pays Basque à «*Bil gaitezen borrokan*» et «*Eusko gudariak gira*» de sa première manif, on est fier comme Artaban et convaincu d'avoir fait un grand pas en avant.

Mende Berri suscite, accompagne cette progression, y compris en prenant appui sur les événements politiques du moment. Le jeune évolue en quelques mois, et échappe à Mende Berri. Tout est alors à recommencer à nouveau avec d'autres. On s'éloigne de Mende Berri dans un contexte d'adolescence et son désir d'indépendance. Crises et scissions lamentablement régulièrement le mouvement au profit de groupes plus éphémères, tels Euskal Gogoa, Herriaren Alde, etc. Le «*délicieux vertige des mots*» ou le pinallage idéologique que fustige Mende Berri passent alors avant le militantisme quotidien et les efforts pour devenir basque (13).

(10) Des militants promis à un bel avenir comme Patxi Zabaleta, Beñat Oyharzabal ou encore Mikel Bujanda y enseigneront. Le premier stage aura lieu à Baudonne en août 1972.

(11) Cette pétition recueillie en 1972 auprès de lycéens et d'enseignants, demande l'application de la circulaire N° 71279 du 7/9/71 sur l'enseignement de l'enseignement des langues et cultures régionales dans les classes du 1^{er} et 2^{ème} degré.

(12) Mende Berri refuse «*de s'inféoder à un ETA prestigieux*» comme l'indique un de ses bulletins internes où l'on trouve également un article de Maritxu Goyeneche-Oyartzabal qui s'interroge sur l'engagement et ses motivations. Elle y évoque les réfugiés barbus, beaux ténébreux au regard de braise, qui exercent sur les jeunes basquaises abertzale un charme indéniable...

(13) Ce souci de devenir est remarquablement explicité dans un texte de Xan Goenaga: «*De l'impossibilité d'être basque ou de l'obligation d'être français, suivi de Du désir de devenir basque ou de l'impossibilité d'être français*», paru dans la revue *Mende Berri* n° 7 d'octobre 1974.

(A suivre)



Concernant les bons résultats électoraux du mouvement abertzale

LES résultats des dernières élections cantonales et municipales attestent d'un renforcement notoire de l'abertzalisme en Iparralde durant la période 2001-2007. Ainsi au niveau des élections cantonales, EH Bai a fait passer le vote abertzale de 10 à 15%. Ce constat positif est quasiment général et s'applique également aux échéances municipales, avec notamment des scores de 25% à Ustaritz, de 20% à St Jean de Luz ou à Urrugne. Reste une exception notoire qui concerne les résultats décevants de Baiona Berria à Bayonne. Je ne m'y attarderai pas dans cette rubrique-ci, mais il est à noter quand même que ces résultats soulèvent une question de fond concernant les modalités du renforcement du mouvement abertzale sur le BAB. Vis-à-vis, donc, des résultats globaux que l'on peut considérer comme excellents, deux facteurs me paraissent avoir été fondamentaux. Tout d'abord, la démarche unitaire d'Euskal Herria Bai aux cantonales. Je crois qu'il n'y a aucun doute là-dessus: la dynamique unitaire a fonctionné. En particulier, elle a contribué à une bonne ambiance de travail entre militants locaux qui tranche avec les querelles des dernières années entre les «*états-majors*» des partis. Le second facteur concerne l'ancrage progressif du mouvement abertzale au niveau local. Par rapport à ce facteur, on peut estimer en premier lieu, qu'il constitue autant une conséquence qu'une cause. En effet, même si on peut faire de plus ou moins «*bonnes*» campagnes électorales, selon moi l'aspect structurel du score électoral tient à la forte implication des abertzale au sein de ce que l'on pourrait nommer la «*société civile*» du Pays Basque Nord. Que ce soit dans le domaine culturel, mais aussi dans le domaine socio-écono-

Xabi Larralde

mique, ou encore au niveau des problématiques d'aménagement du territoire, les abertzale récoltent aux élections les «*fruits*» de leurs engagements divers. A ce titre, ce second facteur n'est pas indépendant du premier. Car une dynamique unitaire offre justement un cadre donnant aux abertzale l'opportunité de «*capitaliser*» leur travail



«Il faut du temps pour construire du solide et durable "Ian lasterra, Ian alferra"»

quotidien. Sur ce registre de l'ancrage local, une des listes qui s'est plus particulièrement illustrée est celle menée par le groupe Herria Bizi Dadin à Ustaritz. Récoltant plus de 25% des suffrages au premier tour, Herria Bizi Dadin, grâce à un accord au second tour avec l'autre liste de gauche en présence, a failli octroyer à la capitale historique du Labourd un maire abertzale. La première leçon que je tirerais de cette expérience peut sembler tautologique: pour que l'on puisse parler d'un renforcement électoral du mouvement abertzale, encore faut-il que les démarches auxquelles on se réfère se déclarent clairement comme étant partie prenante de ce mouvement. Cette réflexion dépasse évidemment la question de la comptabilisation des scores. Car c'est bien des stratégies politiques dont il s'agit. Et de ce point de vue, la présentation de candidatures clairement étiquetées comme abertzale me semble tout à fait fondamentale. Elle est en effet une condition

nécessaire (mais non suffisante) d'un renforcement progressif du projet abertzale, dans le sens où ce dernier est susceptible de gagner en pertinence au regard des propositions qu'il est capable de formuler à une échelle municipale représentant l'échelon politique le plus proche des habitants. Tout l'enjeu étant donc que des propositions municipales pertinentes soient clairement identifiées par un public large comme émanant du mouvement abertzale. En s'étant toujours affichée abertzale, la première donne que met en exergue la démarche d'Herria Bizi Dadin est qu'il est possible pour une candidature abertzale de recueillir plus de 20% des suffrages exprimés, même sur la côte. Cette donne n'est, à vrai dire, pas nouvelle puisqu'Herria Bizi Dadin avait déjà fait plus de 25% en 2001. Elle a par contre été confirmée par les 20% d'Herri Berri à St Jean de Luz et ceux (à quelques voix près) d'Herriarrak à Urrugne. La seconde donne est par contre propre aux résultats de 2008, et tend à montrer que les abertzale (ou plutôt l'abertzalisme) —en tant que composante politique et non en tant qu'individus— représentent une force potentiellement crédible pour un électoral désirant une réelle alternance à gauche. Pour finir, la deuxième leçon que m'inspire le cas d'Ustaritz a trait à la perspective de moyen, long-terme qui reste celle dans laquelle s'inscrit d'après moi encore (malheureusement) le travail d'enracinement de l'abertzalisme en Iparralde. Herria Bizi Dadin s'est présentée pour la première fois aux municipales en 1989. Le groupe a donc près de 19 ans de fonctionnement à son actif. Vingt ans, c'est long! Mais je crois qu'il faut effectivement du temps pour construire quelque chose de solide et de durable. Car comme l'affirme le vieil adage basque: «*Ian lasterra, Ian alferra*».

Sur votre agenda

Apirila:

✓ **Samedi 5, 16h, BIARRITZ.** (auditorium de la Médiathèque). Conférence en français sur l'homme politique souletin et poète, Jean de Sponde (XVI siècle) par Véronique Duché d'Eusko Ikaskuntza.

✓ **Mercredi 8, 20h30, BIARRITZ.** (Colisée). Représentation de «*L'enfant du manège*» (spectacle jeune public à partir de 6 ans) adapté d'un roman d'Andrée

Chedid, par la compagnie Hecho en Casa. Tarif 10 ou 8 euros. Renseignements: 05 59 59 14 88 ou 06 22 05 89 79.

✓ **Du 5 avril au 22 juin, BIARRITZ.** (Crypte Sainte-Eugénie). Exposition Art Africain, de la pensée magique au miracle de l'art.

✓ **Du 5 avril au 4 mai, DONIBANE LOHITZUNE.** (Galerie Hordago). Exposition Partarrieu et Cherké.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Aberberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Corse: débat au lendemain des municipales 4 et 9
- Interview de Thomas Pierre 10
- Cahier n°2 «*Alda!*» quatre pages de 5 à 8

Bretagne : l'Etat français condamné

EN 1999 et 2000, de très nombreux Bretons avaient été placés en garde à vue, à une époque où avaient lieu en Bretagne des arrestations contre des militants, y compris pour des personnes qui n'étaient pas impliquées dans ces affaires et à qui rien n'a été reproché. Cela a été notamment le cas d'Olivier Mantel, Reun Le Digueher, Fulup Bonnet (par deux fois), Claude Le Duigou et Annick Lagadec. Ces cinq personnes ont porté plainte contre l'Etat français avec Skoazell Vreizh pour avoir été placés en garde à vue sans motif, de quelques heures à plusieurs jours, et pour la saisie de leurs dossiers personnels, leurs ordinateurs... qu'ils n'ont pu récupérer que des mois ou des années plus tard, voire pas du tout. Cette plainte a abouti à divers types de jugements. Dans un premier cas, l'appel ayant refusé de donner raison aux cinq intervenants, le dossier avait été envoyé à la Cour européenne des droits de l'homme, qui a statué

en janvier 2008 qu'elle n'avait pas à en juger.

Fulup Bonnet, que sa seconde garde à vue avait conduit à l'hôpital, a gagné.

É fin 2007 son procès en appel.

Et en janvier 2008, l'avocat de Skoazell Vreizh, M^e Jean Bouessel du Bourg, a annoncé à ses cinq clients que la Cour d'appel de Rennes a considéré que l'Etat français avait commis plusieurs fautes:

- en les plaçant en garde à vue sans justification;

- en les laissant en garde à vue en temps plus long que nécessaire à une simple déposition;

- en ne les faisant pas comparaître immédiatement devant un juge.

- en refusant la restitution des objets saisis pour Reun Le Digueher.

L'Etat français est condamné à payer «*en réparation des dysfonctionnements du service public de la justice*» entre 2.500 et 4.000 € aux cinq personnes concernées.

Walter Luyten Gogoan

■ Dimanche, le 13 avril prochain, l'après-midi à 16h, il y aura à l'église de Sokoia (Urruña) une messe concélébrée, avec un omenaldi, pour commémorer Walter Luyten, qui s'est éteint à l'âge de 73 ans, le 27 janvier dernier. Après la célébration, on se retrouve autour du verre de l'amitié. Abertzale Flamand de conviction, sénateur et historien de grande culture, Walter était

devenu un grand ami des Basques, depuis ses nombreux séjours ici pour soutenir les grèves de la faim des années 70. Par la suite, il s'implique fortement en Flandre dans le mouvement de soutien aux ikastola d'Iparralde (Flik). Son combat pour le respect des droits des peuples mérite un omenaldi fraternel. Agur Walter, ez zaitugu abrantziko. Goian bego!